



CONSEIL DE
L'UNION EUROPEENNE

Bruxelles, le 16 janvier 2003

15915/02

PUBLIC 11

TRANSPARENCE

Objet : RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL
NOVEMBRE 2002

Le présent document contient :

- à l'**Annexe I**, un relevé des actes législatifs définitifs adoptés par le Conseil en novembre 2002. Ce relevé est accompagné, à l'**Annexe II**, des déclarations au procès-verbal accessibles au public. Il mentionne également les éventuels votes contraires et abstentions, les explications de vote, ainsi que les règles de vote.
- à l'**Annexe III**, un relevé des autres actes ¹ adoptés par le Conseil en novembre 2002, avec mention, le cas échéant, des résultats de vote, des explications de vote et des déclarations que le Conseil a décidé de rendre public.

Le présent document est également accessible via Internet adresse: ("<http://ue.eu.int>"),
Rubrique "Transparence", "Relevé des actes du Conseil".

Il est à noter que seuls les procès-verbaux relatifs à l'adoption définitive des actes législatifs font foi. Les extraits des procès-verbaux en question peuvent être obtenus auprès du service Transparence adresse: ("transparency@consilium.eu.int").

¹ A l'exception de certains actes de portée limitée tels que décisions de procédure, nominations, décisions d'organes établis par des accords internationaux, décisions budgétaires ponctuelles, etc.

NOVEMBRE 2002			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
2460ème Conseil Affaires économiques et financières le 5 novembre 2002 Décision du Conseil autorisant l'Autriche à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 21 de la directive 77/388/CEE en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires Décision du Conseil autorisant l'Allemagne et la France à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 3 de la directive 77/388/CEE en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires Règlement du conseil relatif aux règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités à la mise en œuvre du sixième programme-cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) (2002-2006)	11750/02 12992/02 + COR 1 REV 1 (de) 11549/02		Unanimité Unanimité Unanimité

NOVEMBRE 2002			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités et aux règles de diffusion des résultats de la recherche pour la mise en œuvre du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2002-2006)	PE-CONS 3647/02	149/02	Abstention P Majorité qualifiée
2461ème Conseil Education/Jeunesse/Culture le 11 novembre 2002			
Règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers	13362/02		Contre P Majorité qualifiée
Règlement du Conseil instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne	13283/02 + COR 1 (it) + COR 2 (sv)		Unanimité
2462ème Conseil COMPETITIVITE (Marché Intérieur, Industrie, Recherche) le 14 novembre 2002			
Décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision n° 253/2000/CE établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation "Socrates"	PE-CONS 3653/02 + COR 1 (fr)		Majorité qualifiée

NOVEMBRE 2002			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques sur les déchets	PE-CONS 3648/02 + COR 1 (de) + COR 2 + COR 3 + COR 4 (fi) + COR 5 (fi)	150/02	Majorité qualifiée
Actes législatifs adoptés à la suite de la 2ème lecture du Parlement européen dans le cadre de la procédure de codécision			
Décision du Parlement européen et du Conseil relative au programme de statistique communautaire 2003-2007 (20.11.2002)	Réf. Docs 14495/02 PE-CONS 3671/02		Majorité qualifiée
Directive du Parlement européen et du Conseil relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil (20.11.2002)	Réf. Doc 14319/02 PE-CONS 3672/02		Majorité qualifiée

NOVEMBRE 2002			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
2465ème Conseil Transports/Télécommunications/Energie le 25 novembre 2002 Directive du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments	PE-CONS 3665/1/02 REV 1		Majorité qualifiée
2468ème Conseil Agriculture et Pêche le 28 novembre 2002 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4045/89 relatif aux contrôles, par les États membres, des opérations faisant partie du système de financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "garantie"	12356/02		Majorité qualifiée
Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1098/98 instaurant des mesures spéciales temporaires dans le secteur du houblon	12317/02		Majorité qualifiée
Directive du Conseil portant modification de la directive 2000/29/CE concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté	13186/02 + COR 1 (sv) + COR 2 (de) + COR 3 (nl) + REV 1 (el)	151/02	Majorité qualifiée

NOVEMBRE 2002			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
Décision du Conseil concernant l'autorisation d'octroyer une aide par le gouvernement grec aux producteurs de coton en Grèce	14483/02	152/02	Abstention S, DK, D Unanimité
2469ème Conseil Justice et Affaires intérieures le 28 novembre 2002			
Décision instaurant un mécanisme d'évaluation de l'application et de la mise en œuvre au plan national des engagements internationaux en matière de lutte contre le terrorisme	12715/02		Unanimité
Décision du Conseil relative à la création d'un réseau européen de protection des personnalités	9555/02		Unanimité
- Décision-cadre visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers - Directive du Conseil définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers	11909/02 + COR 1 11910/02 + COR 1 (nl)	153/02, 154/02	Unanimité Unanimité

DECLARATION 149/02**Déclaration de la délégation portugaise**

"Le Portugal estime injustifiable l'absence, dans le règlement du PE et du Conseil relatif aux règles de participation et de diffusion des résultats de la recherche, d'une disposition propre à préserver la spécificité des nouveaux instruments, à savoir les réseaux d'excellence et les grands projets intégrés.

Le Portugal a toujours soutenu que les réseaux d'excellence et les grands projets intégrés doivent rester caractérisés dans leur conception et leur réalisation par une ouverture aussi grande que possible, étant donné qu'il existe un risque de renforcer, à travers un financement communautaire, des projets déjà solides et fonctionnant bien, alors qu'il conviendrait, en réalité, de fournir un soutien là où on peut améliorer de manière significative la qualité des activités et des résultats.

Ainsi, c'est la création d'une véritable valeur ajoutée communautaire qui est ici en cause, et il n'est possible de la garantir – jusqu'à preuve du contraire – que si, pour les nouveaux instruments, le nombre minimal de participants s'élève à cinq entités relevant d'au moins trois États membres.

Dans ces conditions, le Portugal ne peut voter en faveur du règlement et, par conséquent, s'abstient."

DECLARATION 150/02

Déclaration du Conseil concernant l'annexe I, section 5, point 2, et l'annexe II, section 5, point 2

"Le Conseil se déclare disposé à fournir à la Commission des mises à jour annuelles des indicateurs (clés) en matière de déchets, utilisés dans les principaux rapports élaborés par la Commission sur les indicateurs¹, eu égard aux conclusions de la présidence du Conseil européen de Lisbonne (mars 2000), aux termes desquelles le Conseil européen "invite la Commission à élaborer chaque année un rapport de synthèse sur les progrès réalisés sur la base d'indicateurs structurels en matière d'emploi, d'innovation, de réformes économiques et de cohésion sociale, qui seront fixés d'un commun accord", et aux conclusions du Conseil européen de Göteborg (juin 2001), aux termes desquelles le Conseil européen "approuve une stratégie de développement durable qui complète l'engagement politique de l'Union en faveur d'un renouveau économique et social et ajoute une troisième dimension, celle de l'environnement, à la stratégie de Lisbonne".

¹ Le rapport de synthèse et le rapport annuel sur les indicateurs environnementaux.

DECLARATION 151/02

Déclaration de la Commission

"La Commission confirme qu'elle a l'intention de revoir, après 2005, la liste comportant les niveaux des redevances phytosanitaires proposée à l'annexe VIII bis en vue de la modifier le cas échéant."

DECLARATION 152/02

Déclaration de la Commission

"Compte tenu des informations disponibles, la Commission estime que l'aide que la Grèce souhaite octroyer à ses producteurs de coton constitue exclusivement une aide au fonctionnement qui, étant donné les montants indiqués, pourrait donner lieu à des distorsions de concurrence.

La Commission se réserve le droit de poursuivre l'examen de cette question et de prendre des mesures le cas échéant."

DECLARATION 153/02

Déclaration du Conseil

"Le Conseil a approuvé les textes de la directive et de la décision-cadre du Conseil relatives au cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers des étrangers.

Cette aide prend aujourd'hui la forme préoccupante de filières d'immigration clandestine qui trompent ceux qui y ont recours et les mettent dans des situations très dangereuses, comme l'a montré le drame de Douvres en juin 2000. Ces filières sont désormais indissociables de la criminalité organisée.

Tenant compte du fait que les États membres ont toujours la faculté d'appliquer des peines plus sévères que celles prévues par les textes adoptés et conscients du fait que les organisateurs des filières d'immigration clandestine sont des délinquants qui nuisent gravement à autrui, le Royaume-Uni, la France et le Luxembourg s'engagent à ce que leur droit interne prévoie, pour les comportements visés à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la décision-cadre, des sanctions pénales dont le maximum ne peut être inférieur à dix ans d'emprisonnement."

DECLARATION 154/02

Déclaration de la Commission

"Compte tenu de l'importance de renforcer au plus vite la lutte contre cette forme de criminalité, la Commission est favorable à l'adoption de sanctions au niveau national en cas d'infractions à la réglementation communautaire destinée à empêcher l'entrée, la circulation, et le séjour irréguliers. La Commission est toutefois d'avis que la décision-cadre ne constitue pas l'instrument juridique approprié pour imposer aux États membres de mettre en place de telles sanctions et considère que son adoption ne saurait créer un précédent. Selon elle, la Communauté est compétente pour imposer que les États membres prennent des sanctions, le cas échéant, pénales, au niveau national, lorsque cela s'avère nécessaire pour atteindre un objectif communautaire, et ce en vertu des compétences qu'elle détient aux fins de réaliser les objectifs énoncés à l'article 2 du Traité instituant la Communauté européenne."

NOVEMBRE 2002	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
2460ème Conseil Affaires économiques et financières le 5 novembre 2002 Décision du Conseil portant attribution d'une aide macrofinancière supplémentaire à la République fédérale de Yougoslavie Doc. 13294/02 + COR 1 (fi) Décision du Conseil portant attribution d'une aide macrofinancière supplémentaire à la Bosnie-et-Herzégovine Doc. 13295/02 + COR 1 (fi) • Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 384/96 du Conseil, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne Doc. 11508/02 • Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2026/97 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de la Communauté européenne Doc. 11511/02 Décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire d'un accord sous forme de protocole d'accord entre la Communauté européenne et la République fédérative du Brésil concernant des arrangements dans le domaine de l'accès au marché des produits textiles et d'habillement Doc. 11949/02 Position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle Doc. 11212/02 + COR 1 (fr) + ADD 1 + ADD 1 COR 1 (fi) + REV 1 (sv) + REV 2 (fi) + REV 3 (it) Position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès au marché des services portuaires Doc. 11146/02 + COR 1 (it) + COR 2 (nl) + COR 3 (fi) + COR 4 (fr) + COR 5 (nl)	Abstention B Contre S

NOVEMBRE 2002	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Décision du Conseil sur l'existence d'un déficit excessif au Portugal - Application de l'article 104, paragraphe 6, du traité instituant la Communauté européenne Doc. 13864/02 2461ème Conseil Education/Jeunesse/Culture le 11 novembre 2002 Décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres relatifs à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période allant du 3 mai au 2 août 2002 Doc. 11393/02 + COR 1 (it) + COR 2 Règlement du Conseil relatif à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période allant du 3 mai au 2 août 2002 Doc. 11391/02 + COR 1 (sv) Décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne, d'une part, et le Royaume de Norvège, d'autre part, concernant le protocole n° 2 de l'accord bilatéral de libre-échange entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège Doc. 11321/02 Décision du Conseil prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge Doc. 13464/02 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 603/1999 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de ficelle lieuse ou botteuse en polypropylène originaire de Pologne, de République tchèque et de Hongrie et portant perception définitive du droit antidumping provisoire Doc. 13317/02	

NOVEMBRE 2002	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
2462ème Conseil COMPETITIVITE (Marché Intérieur, Industrie, Recherche) le 14 novembre 2002 Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen et le Conseil concernant l'accès du Parlement européen à des informations sensibles du Conseil dans le domaine de la politique de sécurité et de défense Doc. 10246/02 + REV 1 (fr,de,it,nl,da,el,es,pt,fi,sv) + REV 1 COR 1 (es,pt) + REV 1 COR 2 (nl) + REV 1 COR 3 (de) Position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 91/671/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les véhicules de moins de 3,5 tonnes Doc. 10927/02 + ADD 1 REV 1 2463ème Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures le 18 novembre 2002 Décision du Conseil autorisant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de la Communauté européenne, la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (convention HNS), ou à y adhérer Doc. 11248/02 + COR 1 (fi) + COR 2 (sv) Chili • Décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de certaines dispositions d'un accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part Doc. 13765/02 + COR 1 et • Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part Doc. 13783/02 + ADD 1 + ADD 2 + ADD 3 + ADD 4 + ADD 5 + ADD 6 + ADD 7 Décision du Conseil relative à la conclusion au nom de la Communauté européenne de l'Accord international sur le cacao de 2001 Doc. 13165/02	

NOVEMBRE 2002	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, concernant les conclusions du Conseil européen réuni à Bruxelles les 24 et 25 octobre 2002 Doc. 14055/3/02 REV 3 2467ème Conseil COMPETITIVITE (Marché Intérieur, Industrie, Recherche) le 26 novembre 2002 Décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leur États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, protocole fixant les dispositions applicables aux échanges de poissons et produits de la pêche Doc. 11332/02 + COR 1 (de) + COR 2 + COR 3 (en) + COR 4 (fi) <u>Déclaration de la Commission rendue publique</u> <i>"Dans les limites de son mandat et conformément aux dispositions des protocoles aux Accords européens conclus entre l'UE et les pays d'Europe centrale et orientale sur le commerce des produits de la pêche, la Commission prendra contact avec ces pays, au terme des douze premiers mois d'application des dispositions applicables aux échanges, en vue d'étudier la possibilité d'accélérer la libéralisation des échanges de produits de la pêche. Les résultats de ces contacts seront communiqués au groupe concerné du Conseil."</i> Règlement du Conseil instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de fil continu texturé de polyester (PTY) originaire de l'Inde Doc. 13733/02 Règlement du Conseil instituant un droit compensateur définitif sur les importations de fil continu texturé de polyester originaire de l'Inde et clôturant la procédure concernant les importations de fil continu texturé de polyester originaire d'Indonésie Doc. 13736/02 Action commune 2002/PESC du Conseil prorogeant le mandat de la Mission de surveillance de l'Union européenne Doc. 14023/02 Décision 2002/PESC du Conseil prorogeant le mandat du chef de la Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM) Doc. 14025/02	

NOVEMBRE 2002	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
2468ème Conseil Agriculture et Pêche le 28 novembre 2002 Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant les modifications des annexes de l'accord entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande relatif aux mesures sanitaires applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux Doc. 12318/02 + COR 1 (en) + COR 2 (it) + COR 3 (pt) 2469ème Conseil Justice et Affaires intérieures le 28 novembre 2002 Acte du Conseil établissant un protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents Doc. 13448/02 Décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc, dérogeant temporairement, en ce qui concerne l'importation dans la Communauté de tomates originaires du Maroc, aux dispositions du protocole agricole n° 1 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part Doc. 13793/02	